

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2684 - VENDREDI 12 AOÛT 2016

BLOCAGE DU DIALOGUE

Les évêques catholiques à la rescousse



Les évêques de la Cénco

Les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) s'impliquent dans le processus pour tenter de débloquent le chemin du Dialogue qui garantirait au mieux un processus électoral crédible et apaisé. C'est aux fins de décanter la situation et permettre

l'avancement du processus qu'ils se sont invités au débat en apportant leur sollicitude pastorale au processus du Dialogue. C'est depuis le 10 août que la Cénco s'est lancée dans cet exercice laborieux de rapprochement des vues entre les acteurs concernés dans la perspective d'amener

les uns et les autres à lever en synergie les obstacles pour la réussite des élections à venir. La Cénco se dit confiante quant à l'aboutissement de cette démarche même si elle est réputée difficile au regard des positions radicales affichées de part et d'autre. [Page 12](#)

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Le spectre du choléra plane sur les localités frontalières avec la Centrafrique



Des malades atteints du choléra dans un centre de santé

L'épidémie, qui s'est déclarée dans la commune frontalière de Ndjoukou située à une centaine de kms au nord-est de Bangui, à la frontière de la RDC, aurait déjà fait une dizaine des morts, à en croire la

ministre centrafricaine de la Santé, Fernande Ndjengbot. Au total, a-t-elle révélé, dix-neuf cas ont déjà été enregistrés dans la région depuis le début du mois d'août dont un a été diagnostiqué à Bangui. Un

nouveau défi sanitaire donc pour la Centrafrique qui peine déjà à se relever du conflit intercommunautaire qui l'a ravagé entre 2013 et 2015 après le renversement du président François Bozizé.

Des dispositions auraient déjà été prises par les autorités centrafricaines pour endiguer l'épidémie et ainsi éviter sa propagation à grande échelle, de sorte à protéger également les populations congolaises établies à la frontière. [Page 13](#)

RESPECT DU DÉLAI CONSTITUTIONNEL

Le G7 propose au Rassemblement des actions pacifiques

Dans un point de presse centré sur le processus électoral en RDC tenu le 11 août, le président en exercice de cette plate-forme politique, le député Charles Mwando Nsimba, a lancé un appel pressant à tous ceux qui militent pour un Congo véritablement démocratique et pour le respect de la Constitution, « d'harmoniser les initiatives et d'agir en synergie sur le terrain pour faire barrage à tous les blocages ». Cette approche vise, selon ce regroupement politique, à contraindre la Cénco à convoquer le scrutin pour l'élection présidentielle le 19 septembre et à publier le calendrier électoral. Le G7 a, par ailleurs, réaffirmé sa position quant au dialogue attendue au pays qui, selon ce regroupement politique, s'inscrit en droite ligne de celle définie dans le cadre du Rassemblement avec, pour soubassement, la résolution 2277. [Page 12](#)



Le directoire du G7 pendant la conférence de presse

DÉPART FORCÉ D'IDA SAWYER

La DGM donne des précisions

Les Etats-Unis, qui n'ont pas digéré le sort réservé à leur compatriote Ida Sawyer, l'ont exprimé par le biais d'un communiqué publié au lendemain de son départ de la RDC. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Think tank

Ne nous cachons pas, comme l'autruche, la tête dans le sable afin de ne pas regarder la vérité en face : la prospérité du Congo ne sera garantie, dans le proche comme dans le lointain avenir, que si nos voisins immédiats parviennent à résoudre les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés. Et ceci concerne au moins trois pays frères avec lesquels nous avons de longues, très longues frontières communes : la République démocratique du Congo, la Centrafrique, le Gabon.

Pour dire les choses sans détour si l'une ou l'autre de ces nations venait à sombrer dans le désordre institutionnel, dans la haine religieuse ou dans la mésentente politique au point de se déchirer, nous Congolais de la rive droite du fleuve nous trouverions menacés de façon très directe. Aussi grands que soient les sacrifices que nous consentons pour asseoir notre propre émergence sur des bases solides nous risquerions de voir nos frontières fragilisées, notre sécurité intérieure lézardée, notre prospérité économique mise brutalement en question.

La conclusion de ce qui précède est aussi claire qu'évidente : dans le même temps où les plus hautes autorités du Congo s'entremettent de façon aussi discrète qu'efficace entre les protagonistes des drames en préparation près de chez nous, elles devraient tout mettre en œuvre pour accélérer la construction de l'édifice institutionnel régional qui permettra, demain, de prévenir ou de gérer les crises dont nous voyons se dessiner les prémices. L'idée, sans doute, n'est ni originale, ni nouvelle et notre pays joue depuis longtemps un rôle important dans la réflexion qui permettra tôt ou tard la création d'une véritable communauté du Bassin du Congo. Mais les tensions qui se développent au fil des mois tout autour de nous prouvent qu'il y a urgence.

De la même façon que le Congo a créé hier une revue, Géopolitique Africaine, dont la mission était – est toujours – d'accompagner cette réflexion sur le plan intellectuel, de la même façon il devrait, nous semble-t-il, créer maintenant à Brazzaville un « Think tank », autrement dit un centre de réflexion, au sein duquel se retrouveraient pour dialoguer dans un cadre non officiel diplomates, universitaires, analystes de tous bords et de toutes nationalités. Disons-le sans le moindre complexe nous sommes bien placés, nous Congolais, pour mener à bien un tel projet ; et nous savons que de grands pays comme la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, la Russie le soutiendraient. Alors, pourquoi attendre ?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE ASSOCIATIVE

« Po na ekolo » poursuit sa campagne de sensibilisation à la rupture et au changement

Après le département de la Cuvette, le coordonnateur général de la Dynamique citoyenne « Po na ekolo, Samu na bwala », Digne Elvis Okombi Tsalissan, a poursuivi le 10 août à Brazzaville, sa campagne de sensibilisation à la rupture et au changement des comportements déviants comme annoncé par le chef de l'Etat dans son discours d'investiture.

Dans sa communication devant tous les comités d'arrondissement de la ville de Brazzaville, Digne Elvis Okombi Tsalissan est revenu sur les propos du chef de l'Etat qui prônait la rupture. Selon le coordonnateur de Po na ekolo, ces propos doivent être appliqués à la lettre afin que cette rupture soit effective. « Le message que je lance aujourd'hui, c'est le mot d'ordre du chef de l'Etat qui déclarait qu'à partir d'aujourd'hui, nous devons cesser avec les comportements déviants et pervers du passé. Et nous pensons qu'en tant que l'une des grandes dynamiques de notre pays, les propos du chef de l'Etat ne



Digne Elvis Okombi Tsalissan (au centre) face aux comités d'arrondissements de Brazzaville peuvent pas être des simples slogans », a martelé Digne Elvis Okombi Tsalissan. « Il est question que nous puissions mobiliser les populations de façon que tous, soyons sensibiliser autour de cette directive. Nous n'avons pas de choix. Le mot d'ordre du président de la République n'est pas négociable. La rupture, je le réitère ne sera pas négociée, elle sera appliquée comme le veut le chef de l'Etat. L'injonction a valeur de loi et chacun doit l'intérioriser pour ne plus faire comme avant. C'est fini il faut que tout entre en ordre », a-t-il conclu. Rappellons que l'adresse du coordonnateur général de « Po na ekolo » fait suite au lancement officiel à Owando dans le département de la Cuvette, le 26 juin 2016, de la campagne intitulée « Tolérance zéro, rétablissement de l'autorité de l'Etat ».

Jean Jacques Koubemba

INSTITUT INTER-ETATS DE LOUDIMA

Arsen Mowawa Mokambo, meilleur élève de l'année scolaire 2015-2016

Avec une moyenne de 15,32/20, Arsen Mowawa Mokambo a reçu récemment la palme d'or de cet institut notamment dans la filière BTP. Les résultats ont été publiés au cours d'une cérémonie d'émulation scolaire patronnée par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint Eudes.

En dépit des interruptions d'activités enregistrées cette année, l'Institut de formation technique et professionnelle de Loudima, fruit de la coopération entre le Congo et la Namibie

a réussi à mener à terme son programme d'enseignement. En effet, cette cérémonie d'émulation a permis aux responsables de cet institut de faire une évaluation des avancées au niveau logistique, et d'exprimer la nature des difficultés. Une occasion pour le ministre, qui a visité le mois dernier les installations de cet établissement, de se faire une idée de son fonctionnement malgré les perturbations qui l'ont secoué récemment.

Rappelons que cet institut compte actuellement 116 élèves dont quatorze Namibiens. Il a pour filières de formation les sciences et technologies de l'industrie et de développe-

ment durable, la maintenance des équipements industriels. A travers l'Institut inter-Etats de Loudima lancé en octobre 2014, le Congo et la Namibie entendent y former des bacheliers professionnels d'une part et technologues de l'autre, ouvrant la voie aux études supérieures. Ceci en vue de l'obtention d'un brevet de technicien supérieur sur place. Le génie électrique, la mécanique, l'informatique, la menuiserie en bois ou en aluminium, l'hôtellerie et les arts ménagers, l'agriculture, la coiffure et la couture sont, entre autres, les filières de formation retenues dans les curricula.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service),
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COHÉSION NATIONALE

Clément Mouamba et Hugues Ngouelondélé plaident l'appropriation du vivre ensemble

Le Premier ministre, Clément Mouamba et le député maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngouelondélé ont organisé, le 10 août à Brazzaville, un cocktail pour inviter les acteurs politiques et de la société civile à s'approprier le « vivre ensemble ». Ces retrouvailles étaient motivées par la crispation du climat politique constatée au lendemain de l'élection présidentielle du 20 mars dernier.

Cette rencontre a regroupé les membres de la majorité, de l'opposition radicale, de l'opposition modérée, des partis et groupements du centre, de la société civile et quelques ambassadeurs accrédités au Congo.

Clément Mouamba a mis à profit cette occasion pour indiquer que tous les Congolais partagent les mêmes valeurs ; qu'ils ont l'obligation de les préserver et de les protéger au même titre que la nation congolaise. Le Premier ministre a renchéri, en outre, qu'il est nécessaire pour les Congolais de se débarrasser des préjugés réducteurs qui les empêchent de vivre ensemble et de s'aimer.

« Tous les Congolais aiment la paix, la stabilité et ils aspirent à la croissance économique de leur pays », a-t-il déclaré avant d'ajouter que cette croissance doit bénéficier à tous suivant un partage équitable des revenus issus de la vente des ressources naturelles.

Le Premier ministre a expliqué que l'initiative qu'il a amorcée ce jour, avec le maire de Brazzaville, est proposée aux acteurs politiques et de la société civile. Il souhaite qu'ils s'en approprient et en propose un contenu afin que le vivre ensemble intègre les habitudes des Congolais.

« De notre point de vue, le vivre ensemble est un leitmotiv irréversible. Nous nous battons à explorer les pistes pour y parvenir. Parmi mes conseillers, j'ai celui qui s'occupe de la culture démocratique et du vivre ensemble. C'est dire combien, j'accorde de l'importance à ce concept », a dé-

claré Clément Mouamba.

Le Premier ministre a invité les Congolais à ériger non pas des murs mais des ponts qui leur per-

mettraient d'aller d'un point à un autre du Congo sans en être inquiétés. Clément Mouamba a insisté sur le bien-fondé de l'unité et de la cohésion nationales qui constitue, a-t-il dit, l'un des points de départ du processus de développement d'un Etat.



Clément Mouamba et Hugues Ngouelondélé (DR)

Prenant la parole à son tour, le député maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngouelondélé a précisé que : « notre unique ambition c'est d'établir des passerelles aux fins d'aboutir à une entente cordiale entre les leaders politiques et raffermir la concorde et la cohésion nationales. Pour atteindre cet objectif, nous nous devons de promouvoir résolument la culture de la tolérance,

œuvre pour parvenir aux processus électoraux apaisés, de sorte que, a-t-il renchéri, « les gagnants ne pensent pas avoir tout gagné, et les perdants ne désespèrent pas, en considérant avoir tout perdu », pour que le seul vainqueur soit le peuple.

Il a invité les Congolais à œuvrer afin que le concept de vivre ensemble soit réellement ancré dans les mentalités comme un état d'esprit quotidien et un comportement citoyen permanent. « Nous considérons la rencontre de ce jour comme un sursaut patriotique pour l'entame du processus de la décrispation des relations entre filles et fils d'une même patrie », a-t-il conclu.

Ils ont dit

À la fin de la rencontre, nous avons interrogé les leaders politiques et de la société civile. Voici leurs réactions :

René Serges Blanchard Oba (Opposition radicale) : « Je suis content pour cette initiative. Je sais qu'un long voyage commence par le premier pas. C'est donc un

« C'est une belle initiative que d'inviter les leaders politiques et de la société civile à partager la même communion démocratique, parce que le Congo est un bien commun que nous devons protéger. Chacun de nous devrait prendre conscience qu'autrui n'est pas différent de soi-même. ».

Loamba Moké (Société civile) : « Je suis marqué par ce qui vient d'être dit dans les mots liminaires délivrés par le Premier ministre et le maire de Brazzaville. Nous ne devons pas, si nous voulons développer le Congo, avoir des considérations réductrices telles que les partisans de l'opposition et de la majorité. Je souhaite que les organisateurs de cette rencontre multiplient des initiatives de ce genre ».

Arlette Soudan Nonault (PCT) : « Il y a toujours un temps pour les joutes politiques et un autre pour l'apaisement et la réconciliation. Ce genre de rencontres établissent les passerelles de dialogue et d'entente entre les citoyens. Nous avons tous en commun et en partage, le Congo. ».

Claude Ernest Ndalla (Ancien ministre) : « Dans toute dispute, il faut laisser une toute petite place à la réconciliation. Les joutes électorales sont passées. Elles ont fait du grabuge, mais aujourd'hui, il s'agit de réparer. Pour le faire, il ne suffit pas de se concentrer sur les idées générales, mais il faut plutôt aller dans les détails. C'est la méthode d'approche pour rassembler les gens. C'est une bonne initiative ».

Roger Ngombé

premier pas dans le processus conduisant au dialogue national inclusif. Il est nécessaire que le Premier ministre et le maire de Brazzaville conduisent ce processus jusqu'au bout ».

Jean Itadi (Opposition) : « Toutes les initiatives prises pour corriger les manquements à la conduite des hommes, à la fraternité, à la cohésion sociale, à la sécurité sont toujours la bienvenue. Pour nous les leaders politiques, notre ambition est de faire que le pays se développe et les populations vivent dans les meilleures conditions. Nous ne pouvons qu'applaudir cette initiative ».

Thomas Djolani (Société civile) :

SANTÉ

Première édition de la Caravane « Édith-Lucie-Bongo-Odimba »

Éduquer et sensibiliser au moins 80% de la population congolaise sur les facteurs de risque des AVC d'ici fin 2018, tel a été l'objet de la conférence de presse organisée le 11 août à l'hôtel Olympic Palace sur le thème « Stop AVC ! »

Organisée par Michel Valentin Gbala Sapoulou et Célestin Victor Obabaka, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Population, la conférence de presse a réuni diverses personnalités, professionnels de la santé et journalistes, autour de l'annonce du cadre logique et du chronogramme du déroulement de la caravane de santé Édith-Lucie-Bongo-Odimba (Elbo). Parmi les personnalités, Jeanne-Françoise Leckomba Loumeto-Pombo, ancienne ministre de la Promotion et de l'Intégration de la femme au développement, Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Aliandzi, directrice du CHU, Francke Marie Purhucence, conseillère, chef de département de la Santé publique et de la Population auprès du président de la République et



Francke Marie Purhucence, Michel Valentin Gbala Sapoulou et de Célestin Victor Obabaka. Crédit photo Jean-René Nzinga

El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, président du patronat du Congo.

De 11 h à 13 h, les intervenants ont apporté des explications sur la tenue d'une telle initiative face à une épidémie d'AVC qui sévit au Congo Brazzaville. En substance, ils ont expliqué qu'il s'agit d'un projet de campagne de sensibilisation, d'éducation, de communication et d'interventions de santé publique développé sur le modèle des caravanes VIH-sida, jadis organisées et

mises en œuvre au Gabon par l'ancienne première dame entre 2004 et 2005.

Pour cette première édition de la Caravane Santé Édith-Lucie-Bongo-Odimba, de 2016 à 2018, expliquent les organisateurs, le groupe de maladies cibles visées est celui des accidents vasculaires cérébraux (AVC) et des maladies cardiovasculaires. Le terme générique adopté sera « Stop AVC ! », a-t-on appris. À travers ce périple

sanitaire, les organisateurs entendent rendre un hommage déférent à Édith Lucie Bongo Odimba, aujourd'hui disparue, et ainsi poursuivre son combat pour l'amélioration de la santé et du bien-être engagé en faveur de ses concitoyens. Autour d'échanges nourris avec les participants, les organisateurs ont affirmé être à l'écoute de toutes les propositions constructives concernant la réussite de la première édition. En ligne de mire, l'orga-

nisations d'un dépistage de masse nécessitant de former les équipes spécialisées de prise en charge et d'assurer la prise en charge d'au moins 90% des cas dépistés de HTA et de diabète durant la campagne. L'ancienne ministre de la Promotion de la femme a tenu à préciser que le dépistage et la prise en charge sont bel et bien le processus salutaire. « Mais, à destination de nos populations, l'éducation à l'hygiène alimentaire demeure la meilleure des pistes pour une meilleure santé pour tous », a-t-elle dit. Car « ce sont les comportements, a-t-elle poursuivi, qu'il faudrait tout d'abord changer ! »

L'organisation pour la recherche de la paix mondiale est une organisation non-gouvernementale militante, pacifique, humanitaire, culturelle et sociale. Suivant ses statuts, elle œuvre pour la promotion de la non-violence, la paix mondiale et la défense des droits de l'homme par l'iranologie, les actions humanitaires et socio-culturelles.

Marie Alfred Ngoma

APPELS A CANDIDATURE

Une importante institution financière recherche dans le cadre de ses besoins organisationnels à Pointe -Noire et Brazzaville, des jeunes (homme/femme) diplômés de grande école de commerce et de gestion, ayant un BAC+4/5 en gestion commerciale, finance, banque et audit et plus de 3 ans d'expériences professionnelles pour les postes suivants :

TREASURY SALES OFFICER (TSO) : Le titulaire du poste aura pour rôle :

-de participer activement à la mise en œuvre de la stratégie de vente de produits de Trésorerie adoptée par le groupe. Il s'agit de mener les actions nécessaires au développement des volumes de transaction, de la part de marché de la banque ainsi que la rentabilité des produits de la trésorerie sur tous les segments de clientèle Consumer, Commercial et Corporate Bank (en liaison avec les chargés de compte concernés au sein de ces directions).

-Gérer l'activité de change de manière optimale (délai d'exécution des transferts émis et reçus et optimisation du pricing, développement de l'activité de change manuel, gestion des positions de change, recherche de nouvelles sources d'inflows à travers les FI, EMF, les IOs/NGOs...) afin de maximiser le profit de change tout en satisfaisant les clients et en se conformant aux réglementations en vigueur

-Développer qualitativement le portefeuille en ciblant les prospects à fort potentiel et en mettant en œuvre des actions pour les conquérir ;

RISK ANALYSTE. : Le titulaire du poste aura pour rôle :

-l'Analyse et la surveillance des engagements et risques de la banque.

-D'Assurer un suivi efficace de l'engagement après leur mise en place.

-Analyse et avis motivé sur toute forme de demande de crédit de la clientèle du commercial et consumer

-Revue et actualisation du marché cible (target Market) en concertation avec la ligne commerciale et le CRM

-Contribuer à améliorer la productivité et à l'élaboration des procédures (revues ou nouvelles) dans le département de risque

-Préparation des dossiers de crédit à transmettre au conseil d'administration

-Suivi de l'utilisation des lignes de crédit y compris celle des PP

-Contrôle de crédit et des formalités juridiques d'administration du crédit, en collaboration avec le Legal

Les dossiers de candidatures :(lettre de motivation Objet : Avis de recrutement de..., CV, Récépissé ONEMO, copie légalisée du dernier diplôme) doivent être transmis à l'adresse suivante : ecgrecrutement2016@gmail.com

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 25 août 2016. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un entretien.



CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

AVIS D'APPEL D'OFFRE

La Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), organisation régionale, chargée de contrôle et d'appui technique aux organismes de prévoyance sociale (OPS), qui regroupe 16

Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Niger, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo et Union des Comores) au sein desquels l'on compte 25 OPS, lance un appel d'offres international ouvert aux cabinets de consultants, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds d'investissement pour lesdits OPS.

Le dossier d'appel d'offre, sous la forme de termes de référence peut être téléchargé sur le site de la CIPRES (www.lacipres.org) ou retiré à partir du lundi 25 juillet 2016 à l'adresse ci-après :

CIPRES (Immeuble de l'ancien siège de la CNSS TOGO)
JBP 1228 Lomé 1-LOME (TOGO)
Avenue Kleber Dadjo (Ancienne Avenue de la Nouvelle Marché) Hanoukopé Tel : +228 22 21 20 85/22 2117 94
FAX: +228 22 21 41 89
E-mail : cipres@lacipres.org

Les offres rédigées conformément aux termes de référence doivent être déposées au plus tard le 22 août 2016 à 18 heures à l'adresse ci-dessus moyennant paiement d'une somme non remboursable de cinq cent mille (500 000) Francs CFA par chèque certifié libellé à l'ordre de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale ou par virement à l'Agence ECOBANK TOGO, compte n° 70 10181403642201.

L'ouverture des plis s'effectuera par une commission, mise en place à cet effet, le mercredi 24 août 2016 à 10 heures GMT dans la salle de Conférence de la CIPRES située à l'adresse ci-dessus indiquée.

A l'issue de ce dépouillement, une liste restreinte sera arrêtée et la sélection définitive sera faite les 01 et 02 septembre 2016 dans un pays membre de la CIPRES au terme d'un exposé du projet présenté par chaque soumissionnaire présélectionné devant un jury constitué à cet effet.

Le Secrétaire Exécutif de la CIPRES

COMMUNICATION

Thierry Lézin Mougalla visite les médias de la ville océane

Le ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla, a échangé du 9 au 10 août avec les agents des organes de presse publics et privées de la place. Il a offert du matériel aux deux chaînes d'État, notamment Radio Congo Pointe-Noire (RPN) et à Télé Congo Pointe-Noire-Kouilou, communément appelée Télé Pointe-Noire (TVPN), en vue de renforcer leurs équipements et leurs capacités opérationnelles.

Outre ces deux organes d'État qui l'ont reçu le premier jour, Thierry Lézin Mougalla a aussi visité les médias privés, à savoir la Radio La Voix de l'Orthodoxie (LVO), MCR TV (Média Concept Radio Télévision), TPT (Télé Pour Tous), la Radio du Centenaire et DRTV (Digital Radio Télévision). Cette visite, la première que le ministre a effectuée depuis sa prise de fonction à la tête du ministère de la Communication était très attendue. Elle intègre le cadre d'une tournée d'inspection et d'immersion entamée à Brazzaville et interrompue par les grands événements que le pays a connus (dialogue de Sibiti, référendum, élection présidentielle...).

En effet, partout où le ministre est passé, il a commencé par présenter des excuses du fait de cette absence dû à ses fonctions de porte parole du gouvernement qu'il a été appelé à régulièrement assumer pendant lesdits événements. « *Ma nomination est intervenue à un moment très*

politique du pays. J'ai été plus porte-parole du gouvernement que ministre de la Communication. Mais maintenant j'attends assumer pleinement et véritablement mes fonctions de ministre de la Communication », a-t-il dit..

Du matériel pour les chaînes publiques

Conscient des difficultés auxquelles sont confrontées les chaînes de radio et télévision publiques de la place, le ministre n'est pas arrivé les mains vides. Il a remis un important don de matériel pour renforcer leurs équipements et leurs capacités opérationnelles.

La TVPN a reçu un don composé de: un caméscope, un mélangeur vidéo digital, un distributeur vidéo, un distributeur audio, une paire des enceintes amplifiées, une batterie rechargeable de grande capacité, un chargeur de batterie, quatre casques audio NDR 1505, deux microphones dynamiques, une carte mémoire SxS 32 gigas, deux pieds de micro sol, un kits de câbles vidéo, deux tourelles XLR de 100 mètres de longueur chacune. Pour la radio, il s'agit de : un groupe électrogène de 15 KVA, deux lecteurs CD, un mélangeur audio, une paire des enceintes amplifiées, quatre casques audio et un lot de 400 CD.

En plus de ce matériel, chaque chaîne a bénéficié d'une enveloppe de deux millions de francs CFA. Concernant la radio, le ministre a précisé que la priorité était sa réhabilitation, la moitié de cette somme sera consac-

crée aux travaux de peinture. Les dons ont été symboliquement reçus par Pélagie Alice Miassouamana Bouetoumoussa, directrice interdépartementale de TVPN, et Abel Moe Coubound, directeur interdépartemental de RPN. Cette visite a permis au ministre de se rendre lui-même compte des mauvaises conditions de travail des agents de l'État et de la vétusté du matériel utilisé, contrairement à ceux des organes privés où on trouve du matériel professionnel et performant ainsi que des locaux et des conditions de travail acceptables avec des moyens logistiques opérationnels. Les salles sont tellement exigües dans les médias d'État que le ministre a été obligé de communiquer avec les agents en plein air.

L'intégration des pigistes doit obéir à trois critères

Plusieurs préoccupations ont été émises au cours des échanges du ministre avec ces agents. Il s'agit notamment du problème de l'intégration des pigistes à la Fonction publique, la vétusté des locaux et du matériel, la mauvaise qualité de l'émetteur de la RPN, le manque de moyens logistiques à la TVPN et sur les Capa.

De son côté, le ministre a été agréablement surpris de constater une richesse des médias à Pointe-Noire : « *Il y a une diversité de médias dans leur format, dans leur contenu, mais toujours et partout beaucoup de jeunesse, de compétence, de dynamisme* », s'est-il réjoui. Répondant aux différentes préoccupations,

il a informé qu'en ce qui concerne l'intégration à la Fonction publique des pigistes, un quota de 45 places a été accordé au ministère de la Communication. Mais en tenant compte du nombre important desdits pigistes, il plaidera pour une augmentation dudit quota. Cette intégration devra obéir à trois critères, notamment l'ancienneté, les charges familiales et la nature du poste occupé. Pour ce qui est du matériel et des bâtiments des chaînes d'État, d'autres dons suivront, les locaux seront réhabilités et des nouvelles constructions seront peut être réalisées. En outre, une commission sera mise en place pour regarder la question sur les Capa.

Un fort besoin de formation exprimé

Outre ces aspects concernant particulièrement les organes publics, les préoccupations dans l'ensemble ont plus porté sur le manque de formation pour les agents des organes de la place. Il faut ajouter à cela le problème du statut particulier du journaliste, l'insuffisance de moyens financiers, la nécessité d'harmoniser la grille tarifaire de publicité et des annonceurs ainsi que la connexion ou l'inclusion des médias au processus numérique de la TNT (Télévision numérique terrestre). Pour la formation des agents, l'État s'attellera à trouver les conditions de la mise en place d'une formation pérenne d'abord ici au pays ensuite avec la coopération internationale, que ce soit le système des Nations unies ou

des partenaires bilatéraux qui nous proposent des solutions de formation. Il a aussi informé du projet de création d'un institut de formation aux métiers de la communication en partenariat avec l'Unesco. « Nous pensons que ce projet aboutira et qu'il répondra en grande partie à ce besoin d'augmentation de capacités », a signifié le ministre.

S'agissant de l'insuffisance des moyens financiers, il a indiqué : « *L'État doit réfléchir aux conditions de financement pérenne des activités des médias* ». Pour la grille tarifaire, des moyens seront trouvés pour drainer les ressources publicitaires et les annonceurs de manière équitables. Quand à la TNT, Thierry Mougalla a expliqué que le but en la matière n'est pas de faire la technologie pour la technologie, mais de faire une technologie qui réponde au pouvoir d'achat du Congolais, donc une technologie accessible à tous. Il a souligné : « *Le progrès technologique n'est pas forcément un progrès social mais l'État veut que cela soit un progrès social et faire de sorte que la technologie ne soit pas à l'origine d'une rupture dans l'accès égalitaire aux médias* ». Par ailleurs, le ministre a insisté sur le rôle des médias dans une démocratie en construction comme celle du Congo. En outre, les responsables et les agents des médias privés, dont certains recevaient pour la première fois un ministre de la communication, se sont dits heureux de voir qu'il s'intéresse aussi à eux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

AVIS : AMI N°15/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/16

Financement IDA 5500 CG

« RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL EN CARTOGRAPHIE CENSITAIRE NUMERIQUE EN APPUI AU CONSULTANT PRINCIPAL EN CARTOGRAPHIE CENSITAIRE DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU CONGO de 2017 (RGPH-2017) »

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « *Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT)* », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « *Recrutement d'un consultant national en cartographie censitaire numérique en appui au consultant principal en cartographie censitaire du Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Congo de 2017 (RGPH-2017)* »

2-L'objectif principal de la consultation est d'assister le consultant principal en cartographie numérique dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la cartographie numérique du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2017 (RGPH-2017), tout en assurant le renforcement des capacités des cadres nationaux.

Les objectifs spécifiques sont :

- mettre en œuvre la méthodologie de la cartographie numérique du RGPH-2017 ;
- suivre et évaluer les activités de cartographie de terrain ;
- suivre et évaluer les travaux cartographiques de bureau ;
- superviser le calage et la vectorisation des cartes ;
- superviser la production des cartes des agents de terrains (carte des zones de dénombrement, carte des zones de contrôle et carte des zones de supervision) ;
- assurer la formation des cartographes de terrain et de bureau ;

-former les cadres nationaux en système d'information géographique (SIG) ;

3-L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), invite les candidat(e)s à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé indiquant les missions similaires exécutées et une lettre de motivation.

4-Le Profil du consultant

- au moins un diplôme de niveau Bac +5 en sciences statistiques ou géographiques ;
- une expérience internationale d'au moins 10 années dans le domaine de la cartographie censitaire numérique, une expérience dans un pays d'Afrique subsaharienne étant un atout ;
- une parfaite connaissance des principes et recommandations, publiés par la Division Statistique des Nations unies, concernant les recensements démographiques ;
- une maîtrise des logiciels statistiques (CSPRO, SPSS, etc.) et des logiciels cartographiques (ArcGIS, ArcEditor, QGIS, Map Info) ;
- une maîtrise de la langue française, la maîtrise de l'anglais est un atout ;
- une disponibilité immédiate et durant toute la période de la mission.

5-La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale (Version de janvier

2011, révisées en juillet 2014).

6-La mission s'étendra sur une durée d'un (1) an ; elle s'effectuera à Brazzaville (République du Congo) avec des missions de supervision à l'intérieur du pays.

7-Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

8-Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 août 2016 à 16h00 et porter clairement la mention (Candidature au poste de consultant national en cartographie censitaire numérique en appui au consultant principal en cartographie censitaire du Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Congo de 2017 (RGPH-2017) »

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO Tél : +242 22 613 31 08: pstatcongo@hotmail.com



**CONGO MON PAYS
AIRTEL MON RESEAU**
Bonne fête d'indépendance
MADINGOU 2016

AG Partners 



THÉÂTRE

La troupe Les Pétroliers du CPGOS se produira au Fithéb

Du 17 au 21 août a lieu la 1ère édition du Festival international de théâtre de Brazzaville (Fithéb). La ville océane sera représentée à ce grand rendez vous de l'art dramatique par la troupe de théâtre Les Pétroliers du CPGOS de Total E & P Congo.

Au Fithéb, la troupe Les Pétroliers jouera la pièce de théâtre Le Mort vivant d'Henri Djombo mise en scène par Bruno Tsamba assisté de Cardy Cardelin Babakila. Le Mort vivant est le récit d'un homme sur lequel l'appareil judiciaire et politique s'est acharné au point que, pour son entourage, il était certain qu'il ne faisait plus partie du monde des vivants. En faisant le mort, il découvre avec effroi l'ignominie et la cruauté des hommes défilant



La troupe de théâtre Les Pétroliers en scène crédit photo Adiac

devant sa dépouille comme dans une parade festive et pleine d'hypocrisie.

Pièce au relent provocateur, le mort vivant étale au grand jour nos vices peints avec ironie par l'auteur et mis en

scène avec brio par la farce du metteur en scène. Guy Bassinga, Bob Moumbelé, Préférée Banzouzi, Supreme Mbaya, Jodelle Nkouka, Amour Etou, Chancelvie Bitouari, Molière Aymard

Bounda, les comédiens extériorisent leurs talents en nous faisant marrer des choses graves de la vie, mais dans le sourire et la bonne humeur. Ce rire reste notre seul refuge dans un univers

où s'imbriquent trahison, méchanceté, hypocrisie...

La troupe de théâtre Les Pétroliers a été créée en 2002 à Pointe-Noire. Présente régulièrement sur les scènes depuis plus de dix ans, elle a déjà interprété les pièces de théâtre Mafou Mafou, Le Mort vivant, La Terre perd la boule de Bruno Tsamba, Huis clos de Jean Paul Sartre, Tribal X de Jean Joseph Koukou mise sur scène par le regretté Jean-Jules Koukou. En 2003, cette troupe a reçu le 2e prix du festival salésien de lutte contre le VIH-sida avec la pièce Mafou Mafou avant de rempoter l'année suivante le prix Tchikounda de la meilleure troupe de théâtre du Kouilou.

Hervé Brice Mampouya



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT N°104PI/SNE/DGPD/CGMP/2016

(Recrutement d'un cabinet conseil en charge des études pour la mise en œuvre des travaux de construction d'un immeuble de type R+2 à usage de bureau devant abriter le siège de la Direction Départementale des Plateaux-Cuvettes de la SNE).

1. Dans la perspective d'améliorer les conditions de travail des agents et occuper progressivement les parcelles de terrains dont elle est propriétaire, la Société Nationale d'Electricité (SNE) a prévu dans son budget exercice 2016 construire le nouveau siège de la Direction Départementale Plateaux-Cuvettes.

A cet effet, elle a l'intention de financer sur fonds propres, le recrutement d'un cabinet conseil pour assurer « les études pour la mise en œuvre des travaux de construction d'un immeuble de Type R+2 à usage de bureaux devant abriter le siège de la Direction Départementale Plateaux-Cuvettes de la S.N.E ».

2. L'étude portera sur :

- La conception des schémas et plans des futurs bâtiments;
- L'élaboration des cahiers de charges, des documents techniques relatifs aux travaux à réaliser;
- La maîtrise d'œuvre des travaux à réaliser par l'Entrepreneur.

3. Le cabinet devra :

- Fournir les renseignements sur sa capacité à mener une mission de cette envergure;
- Présenter l'historique des réalisations similaires à son actif;
- Assortir l'historique des réalisations, des coordonnées des donneurs d'ordre ou personnes ressources;
- Préparer une lettre de motivation en français ne dépassant pas deux (2) pages.

4- Les cabinets intéressés sont priés de manifester leur intérêt par écrit

ou par e-mail, en produisant les informations sur leur qualification pour la réalisation des études susmentionnées (fiche du cabinet, brochure, description des prestations similaires déjà réalisées et expérience professionnelle).

5- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-après : Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés, sis 2ème étage de l'immeuble du siège social de la SNE de 8h00 à 17h00.

6- Les cabinets seront sélectionnés selon la méthode de sélection fondée sur la qualité technique uniquement conformément aux dispositions du code des marchés publics congolais.

7- Les manifestations d'intérêts portant la mention : « Etudes pour la mise en œuvre des travaux de construction d'un immeuble de type R+2 à usage de bureaux devant abriter le siège de la Direction Départementale Plateaux-Cuvette de la S.N.E » doivent être adressées sous plis fermés ou par courrier électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 12 septembre 2016 à 15h00 :

A l'attention de :

Monsieur Louis KANOHA-ELENGA

Directeur Général Président du Directoire de la Société Nationale d'Electricité
58 88 588 58 / 05 88 688 06 ; 02 08 538 05 ; 281.06.58 22 :

E-mail : corneilleobonga@yahoo.fr; amourespoirabe@yahoo.fr

BP : 95 Bd Denis SASSOUNGUESSO - Centre-ville
Brazzaville REPUBLIQUE DU CONGO.



Vends maison située à 5 mn à pied de la gare et à 1h 15 de Paris Montparnasse;
Terrain 1320 m ; 4 ch, possibilité 3 ch supplémentaires
Prix 240 000 ; soit 158 millions de Fcfa
Tél 06 855 31 00





POOL JAZZ BRUNCH



TOUS LES DIMANCHES DE 12H À 16H AUTOUR DE LA PISCINE

APÉRITIF
BUFFET BARBECUE À VOLONTÉ
PISCINE
& LIVE JAZZ



ADULTES · 30 000 FCFA | ENFANTS DE 4 À 12 ANS · 15 000 FCFA | POUR LES MOINS DE 4 ANS · GRATUIT



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★

MOT DE BIENVENUE DE MONSIEUR LE DÉPUTÉ-MAIRE DE BRAZZAVILLE À L'OCCASION DU COCKTAIL DU VIVRE-ENSEMBLE, BRAZZAVILLE, LE 10 AOÛT 2016

-Monsieur le Premier
Ministre, Chef du Gouverne-
ment ;
-Mesdames et Messieurs les
Membres du Gouvernement ;
-Mesdames et Messieurs les
Ambassadeurs
-Mesdames et Messieurs les
parlementaires
-Mesdames et Messieurs
les leaders des partis
politiques ;
-Mesdames et Messieurs les
acteurs de la société civile ;
-Distingués invités ;
-Mesdames et Messieurs.



patriotique, pour l'entame du proces-
sus de la décrispation des relations
entre fils et filles d'une même patrie.
En effet, ce qui nous unit est infiniment
plus grand que ce qui peut nous diviser
conjuncturellement. Car, nous
sommes tous d'extraction congolaise
et nul n'a choisi de naître Congolais, si
ce n'est par la bonne providence.
Alors, acceptons-nous, tendons-nous
la main et en toute circonstance,
efforçons-nous de toujours privilégier
le Congo, notre patrimoine commun.
Aujourd'hui, notre unique ambition
c'est d'établir des passerelles aux fins

Permettez avant toute chose, que je vous adresse mes saluta-
tions amicales, tout en vous disant grand merci du fond du
cœur à vous tous ici présents, pour avoir consenti de prendre
part à ces retrouvailles vespérales, et ce, en dépit de vos
multiples occupations. Monsieur le Premier Ministre et moi-
même avons pris l'initiative d'organiser la présente rencontre
dénommée « Cocktail du Vivre-Ensemble », après avoir
observé le climat politique ambiant qui est marqué par la
crispation des relations entre filles et fils d'un même pays.
Cette atmosphère, à la fois pesante pour les Hommes et
stérilisante pour les affaires s'est notablement accrue à l'issue
des processus électoraux de 2015 et 2016. Face à cette situa-
tion peu enviable et inutilement anxiogène pour l'ensemble de
la communauté nationale, le Premier Ministre et moi avons
pensé battre le rappel de tous les compagnons du devoir de
notre pays, sans exclusive. A cet effet, les Saintes Ecritures
disent : « Il y a un temps pour tout, un temps pour toute chose
sous les cieux :

-un temps pour déchirer, et un temps pour coudre ;
-un temps pour se taire et un temps pour parler ».

Oui, effectivement il est temps de briser le mur du silence
assourdissant qui nous sépare les uns des autres. Oui, par-
lons-nous entre frères et sœurs pour adresser à notre peuple,
un signal positif fort et montrer que nos divergences politiques
peuvent, grâce au génie congolais, être synthétisées en
convergence indispensable pour le salut de la nation.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités,

Fort de ce qui précède, je suis particulièrement heureux de
vous souhaiter la chaleureuse bienvenue en ces lieux, qui sont
pour nous ce soir, la représentation du Mbongui d'autrefois ;
l'arbre à palabre où nos ancêtres se retrouvaient pour parta-
ger et échanger sur le cours de la vie de la société villageoise.
Nous considérons la rencontre de ce jour, comme un sursaut

d'aboutir à une entente cordiale entre les leaders politiques de
notre pays et raffermir ainsi, la concorde et la cohésion natio-
nales. Pour atteindre cet objectif, nous nous devons de pro-
mouvoir résolument la culture de la tolérance, qui est vérita-
blement le ferment du Vivre-Ensemble.

Ensemble, œuvrons pour que le Vivre-Ensemble soit réelle-
ment ancré dans nos mentalités, comme un état d'esprit
quotidien et un comportement citoyen permanent.
Toujours Ensemble, agissons pour que la pratique de la poli-
tique dans notre pays aboutisse désormais sur des processus
électoraux apaisés, où « les gagnants ne pensent pas avoir
tout gagné, et les perdants ne désespèrent pas, en considé-
rant avoir tout perdu », de sorte que le seul vainqueur soit le
Souverain Primaire.
Distingués Invités, c'est là tout le sens du mot Partage,
concept novateur inscrit dans la Constitution de la Nouvelle
République.

Mesdames et Messieurs,* Distingués Invités,

En vous réitérant nos salutations ainsi que nos remercie-
ments pour votre participation au Cocktail du Vivre-Ensemble
; je voudrais en guise de méditation terminer mon propos par
l'évocation d'un épisode crucial de la guerre froide au 20^e
siècle.

En effet, lors de la crise des fusées russes installées à Cuba en
1959, le téléphone rouge n'avait jamais cessé de fonctionner
entre les présidents John Kennedy à la Maison Blanche et
Nikita Khrouchtchev au Kremlin, pour détendre l'atmosphère,
rétablir la confiance et renouer les fils du dialogue stratégique
entre les deux super puissances, pour éviter au monde entier
un conflit nucléaire aux conséquences apocalyptiques.

Je vous remercie de votre aimable attention

NÉCROLOGIE

Le Club Athletic renaissance Aiglon Cara et la sous-section de Poto-Poto ont la profonde douleur d'annoncer aux sympathisants, ami(e) et connaissances le décès de Bernard Moumbolo (Mana hôtel Domingo) trésorier dudit club, survenu le 29 juillet 2016 en Afrique du Sud.

La veillée mortuaire se tient au croisement de l'avenue Miadeka et Gamboma à Ouenzé. La présence est obligatoire et la date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Roger Loupet, agent des Dépêches de Brazzaville, A. Martial Ngoma et famille ont la profonde douleur d'informer amis et connaissances, le décès de leur fils, frère et neveu Boutros Nkouary, survenu le 3 août 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Makazou, n°40, rue Mouloki. L'inhumation est prévu pour le samedi 13 août au cimetière privée de Loukanga 2



Arcade Arnaud BIKONDI, familles LEMBION ONTSONDO, GAEBO et OPANI ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le

décès de leur beau-père, beau-frère, père et oncle M. GAEBO NGAYINO Basile, survenu le lundi 08 août 2016 à l'hôpital des armes militaires Pierre MOBENGO La veillée mortuaire se tient au domicile familial au n° 26 de la rue Motaba lycée Thomas SANKARA, arrêt de bus : La pépinière (derrière CIESPAC)

La date relative aux obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Ignamout Sandra, agent des Dépêches de Brazzaville, et familles ont le regrets d'informer parents, amis et connaissances le décès de leur mère, tante, soeur, fille et grand mère, la veuve Ignamout née Alongo Jeanne décès survenu ce vendredi 5 août 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°28 de la rue Okassa mikalou II voir arrêt de bus lycée Thomas Sankara, la date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent aux

salons éducatifs «ETUDIER EN RUSSIE-2016»



ENTREE
LIBRE

les 19-20 août
à Brazzaville de 9 à 14 heures

Adresse:
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

les 19-20 août
à Pointe-Noire de 9 à 14 heures

Adresse:
B.P. 5363 Pointe-Noire,
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

**LES INSCRIPTIONS
SONT OUVERTES!**

WWW.EDURUSSIA.RU

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

IN MEMORIAM

11 Août 2012 - 11 Août 2016, voici quatre ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, son serviteur, Atta Alphonse.

En cette date de triste anniversaire, la veuve Atta née Bouamo Antoinette, les enfants Atta et petits-fils prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse.

Papa, physiquement tu nous quittais ce jour-là, à 19 heures 40 minutes au CHU de Brazzaville, en nous laissons tes conseils d'amour qui continuent à nous inspirer et qui resteront à jamais notre précieux héritage.

14 août 2011- 14 août 2016
Voici cinq (5) ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, son serviteur, François Ika-lama. En cette date de triste anniversaire, ses enfants, ses petits-fils et toute sa famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Ta bonté et ton amour pour les tiens restent vivaces en nous. Nous ne t'oublierons jamais !!!



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN RUSSIE

Le représentant du Racus à Brazzaville présente les avantages d'étudier dans ce pays

Pourquoi l'enseignement supérieur en Russie devient de plus en plus accessible aux jeunes congolais ? Tel est le thème qui a été au centre des échanges entre Roger Kanza, représentant du Centre russo africain des services universitaires (Racus) et les étudiants congolais au centre culturel russe de Brazzaville.

Cette dernière décennie a connu sans nul doute, l'engouement d'un grand nombre de jeunes gens de presque tous les continents du monde, qui ont fait leur choix en faveur de l'enseignement supérieur en Russie. Les jeunes étudiants congolais n'ont pas fait exception à la règle.

En effet, l'enseignement supérieur de haute qualité en Russie coûte moins cher qu'en Europe ou aux Etats-Unis. En plus, l'hébergement en Russie coûtera moins cher qu'ailleurs, a expliqué Roger Kanza. En même temps, l'enseignement supérieur en Russie est conforme aux standards mondiaux modernes dans tous les paramètres : l'enseignement se fait selon les standards et programmes d'études approuvés par

le ministère de l'Education et de la Science de la Russie ; les standards nationaux de l'enseignement supérieur professionnel de quatrième (dernière) génération, uniques en leur genre, ont été implantés.

« *Etudier en Russie, est déjà synonyme de succès ; de haute qualité de l'enseignement, d'autorité et de respect, avec un diplôme reconnu dans tous les pays* », a-t-il ajouté.

Les gradués congolais des universités de Russie reçoivent les diplômes mondialement reconnus. Un fait très important d'après l'orateur, est que les gradués congolais des universités de Russie reçoivent les diplômes reconnus dans le monde entier et ont la possibilité d'une insertion professionnelle en Russie comme au Congo. Grâce aux connaissances théoriques profondes et au savoir-faire pratique, obtenus lors du processus de l'enseignement, les diplômés des universités de Russie sont estimés comme spécialistes dans différents domaines. L'enseignement obtenu en Russie leur permet de gagner dans les conditions de la haute concu-

rence sur le marché du travail.

Un autre argument important pour le choix en faveur des universités de Russie pour les Congolais est le fait que l'enseignement en Russie est abordable. Les frais moyens d'études varient entre 2500 et 3500 dollars américains par an, en rapport avec la ville, la filière, l'université et la langue d'études (russe, français ou anglais). Ce prix moins élevé est dû au fait que le gouvernement de la Russie est intéressé aux étudiants étrangers et subventionnent jusqu'à 80% les frais d'études des citoyens étrangers aux universités de Russie. Parlant des questions de disponibilité et de commodité de l'hébergement, l'orateur a dit qu'ils sont aussi résolus en faveur du futur étudiant. Il a une place au foyer des étudiants, avec tout le nécessaire pour un hébergement confortable, les frais moyens sont de 100 à 500 dollars américains par an en fonction de l'université et du type de foyer. Les avantages mentionnés sont incontestés, voilà pourquoi depuis plus de 25 ans déjà, les employés du groupe des universités d'Etat de Russie, Racus sont des assistants profession-



L'étudiante Itoua (@Adiac)

nels irremplaçables qui accordent l'aide et le soutien aux candidats étrangers qui voudraient entrer aux universités de Russie. Les universités du groupe Racus proposent aux bacheliers congolais plus de 500 filières médicales, techniques, économiques, humaines et d'ingénierie à 20 universités d'Etat. Il est à noter que pendant toute la période d'études les employés de ce groupe effectuent le suivi des étudiants. Les filiales de l'organisation dans 10 villes de la Russie accordent l'aide et le soutien aux étudiants, et leurs parents peuvent recevoir de la part des employés de Racus des informations crédibles à propos du séjour de leurs enfants en Russie et leurs réussites aux études. Aujourd'hui, a-t-il précisé, les re-

lations russo-congolaises revivent une relance de développement. Comme autrefois, la coopération dans le domaine de l'enseignement, de la science et de la culture reste stable. Le fait que pendant l'histoire des relations bilatérales plus de 7000 citoyens de la République du Congo ont été formés aux universités de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (Urss) et de la Russie, en est un témoignage. Enfin, il a invité les étudiants et autres parents désireux d'inscrire leurs enfants aux universités d'Etat de Russie de se rapprocher des bureaux de l'organisation Racus au Centre culturel russe de Brazzaville ou au consulat honoraire de Russie à Pointe-Noire.

Bruno Okokana

RESTER AU CONGO ET ETRE DIPLOME DES UNIVERSITES D'EUROPE C'EST DESORMAIS POSSIBLE AVEC L'ECOLE CONSULAIRE DE POINTE - NOIRE ESCIC

Ouverture des inscriptions pour la promotion 2015 - 2016 :

- Bachelor en anglais pour les bacheliers toutes séries (diplôme de IFAM / France).
- Bachelor BBA 3 en français et en cours du soir pour les détenteurs de BTS (IFAM).
- Master of Business Administration, MBA (diplôme de ESLSCA / France).
- Master en Management des Ressources Humaines, MRH (diplôme de ESLSCA).
- Master en Contrôle de Gestion, MCG (diplôme de ITESCIA Paris).
- Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement, MQHSE (ITESCIA).
- Master en Management des organisations (ESLSCA).

Tél : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 - escicinfo2013@gmail.com ; site web : www.escic-eg.com

AVIS DE VENTE

Nous vendons un bloc de trois parcelles à Brazzaville.
Lieu : Djri Pont sur le goudron
Contenant : un (1) bâtiment à usage commercial, un (1) bâtiment d'habitation, quatre (4) arbres fruitiers.
Document : titre foncier
Prix à débattre
Contacts : 06 663 05 50 / 01 663 05 50 / 06 959 35 18 / 01 959 35 18

CAMUED

À L'OCCASION DE L'AN 46 DE SA FONDATION, LA FRATERNITE DU CAMUED VOUS INVITE A PRENDRE PART A LA CONFERENCE QU'ELLE ORGANISE CE DIMANCHE 14 AOUT 2016 A 9H30 SUR LE THEME :

Construire son Temple Intérieur au Moyen de la loi des Cycles

Lieu : 13 Av du 05 février/Diata (à 50m du PSP Diata en face de l'antenne MTN)

Un apéritif vous sera offert.

Contact : 06 964 48 49 / 05 658 85 05

Djason philosophe
The winner, o vencedor, el caliente
& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle SHOW accoustique tous les samedis à partir de 16h00 au Resto-bar MASSALA 25 bis rue HAOUSSAS Rond point Poto-poto

+242 06 948 19 26 | djasonphilosophe3@gmail.com | Djason philosophe | Djason philosophe

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO

La Fecotae innove avec la mise en ligne d'un portail web www.taekwondocgbrazza.org

Actualités Taekwondo au Congo Brazza

Suivez toute l'actualité relative au Taekwondo au Congo Brazzaville.

FEDERATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO
NOS DIABLES ROUGES
"Le Pays d'Abord"

BLOCAGE DU DIALOGUE

Les évêques catholiques à la rescousse

Les prélats s'impliquent dans le processus pour tenter de débloquent le chemin du Dialogue qui garantirait au mieux un processus électoral crédible et apaisé.

Le blocage persiste quant à la tenue du Dialogue politique en RDC. Le processus achoppe sur deux points essentiels : la récusation du facilitateur désigné par l'Union africaine, Edem Kodjo, et les mesures dites d'apaisement telles que la libération des prisonniers politiques, la fin des poursuites contre les leaders de l'opposition.

Les parties en présence, en l'occurrence, l'opposition et la majorité, ont difficile à transcender leurs intérêts respectifs pour mettre en avant celui de la République. Faute de concession de part et d'autre, le processus du Dialogue s'est grippé et l'on ne sait comment s'en sortir face à l'obstination

d'Edem Kodjo de rester en place et des parties en présence de mettre un peu d'eau dans leur vin.

C'est aux fins de décanter la situation et permettre l'avancement du processus que les évêques catholiques se sont invités au débat en apportant leur sollicitude pastorale au processus du Dialogue. C'est depuis le 10 août que les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) se sont lancés dans cet exercice laborieux de rapprochement des vues entre l'opposition et la majorité dans la perspective d'amener les deux camps à lever en synergie les obstacles pour la réussite du Dialogue et des élections à venir. Il s'agit, comme l'a déclaré l'abbé Léonard Santedi, le secrétaire général de la Céncó, « *d'écouter d'abord, puis de rapprocher les deux parties* ».

Après avoir conféré antérieu-



Les évêques de la Céncó

rement avec le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gusso, ainsi qu'avec le groupe de soutien à la facilitation, la Céncó a décidé, cette fois-ci, de consulter les différents acteurs de la crise. Le facilitateur de l'UA

Edem Kodjo, les délégués de la majorité ainsi que ceux des différentes composantes du Rassemblement, l'UDPS et la Dynamique de l'opposition figurent dans l'agenda de travail des évêques catholiques qui espèrent obtenir gain de

cause. Les prélats catholiques se disent confiants quant à l'aboutissement de leur démarche même si elle paraît difficile au regard des calculs politiques développés dans un camp comme dans l'autre.

Alain Diasso

RESPECT DU DÉLAI CONSTITUTIONNEL

Le G7 propose au Rassemblement des actions pacifiques

Ces démarches visent, selon ce regroupement politique, à contraindre la Cénî à convoquer le scrutin pour l'élection présidentielle, le 19 septembre, et à publier le calendrier électoral.

Dans un point de presse centré sur le processus électoral en RDC tenu le 11 août au siège du G7, à Gombe, le président en exercice de cette plate-forme politique, l'honorable Charles Mwando Nsimba, a lancé un appel pressant à tous ceux qui militent pour un Congo véritablement démocratique et pour le respect de la Constitution, « *d'harmoniser les initiatives et d'agir en synergie sur le terrain pour faire barrage à tous les blocages* ». « *Mobilisons toutes nos énergies afin de libérer la démocratie et le processus électoral* », a-t-il dit.

Lors de cet échange avec la presse, le président en exercice du G7 accusé la Cénî de violation intentionnelle de la Constitution, en ce qui concerne la tenue des élections présidentielle et législatives dans les délais fixés par la Constitution. Il a, en effet, regretté que la Cénî fasse fi de « toutes les recommandations des experts nationaux et internationaux de procéder plutôt à la révision qu'à la refonte du fichier électoral afin de tenir les élections présidentielle et législatives dans les délais constitutionnels, comme n'a cessé de l'exiger l'écrasante majorité du peuple congolais ». La conséquence logique et prévisible de cette obstination de la Cénî, note Charles Mwando Nsimba, est le glissement du délai d'organisation de l'élection présidentielle au-delà



Charles Mwando Nsimba, encadré par ses pairs du G7, lors de ce point de presse photo Adiac. Constitution ».

du prescrit de la Constitution, ce qui conduit à la violation intentionnelle de celle-ci.

Deux annonces qui mettent la poudre au feu

À en croire le président en exercice du G7, l'explication de l'attitude de la centrale électorale de la RDC est dévoilée à travers deux annonces faites par le chef de l'État, Joseph Kabila, et le président de la Cénî, Corneille Naanga. Charles Mwando Nsimba fait observer que le chef de l'État congolais avait affirmé, lors d'une conférence de presse tenue le 4 août en Ouganda, que le calendrier électoral ne sera publié qu'après la fin de l'établissement du fichier électoral, en déclarant : « *Dès que le fichier est disponible, alors le calendrier électoral sera*

publié ». Et Corneille Naanga de déclarer lors d'un atelier organisé le 8 août à Kinshasa : « *La révision du fichier électoral prendra probablement fin en septembre 2017* ».

À la suite de ces annonces, le G7, qui accuse le chef de l'État de commettre un parjure et de violer intentionnellement la Constitution, dit stigmatiser « *le fait qu'au lieu d'interpeller la Cénî et de lui demander de publier le calendrier électoral dans le délai constitutionnel, c'est le président de la République lui-même, garant du fonctionnement régulier des pouvoirs publics, qui se substitue à la Cénî et décrète unilatéralement la date de la publication du calendrier électoral, en violation de l'article 211 de la*

Un grave défi au peuple

Pour le G7, en annonçant, l'un après l'autre, le report des élections présidentielle et législatives au-delà des délais prescrits par la Constitution, Joseph Kabila et le président de la Cénî ont lancé un grave défi au peuple congolais et, plus particulièrement, aux forces politiques et sociales acquises au changement. Considérant que, le chef de l'État, pour n'avoir pas veillé à la tenue de l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel et, de surcroît, pour avoir entravé en parfaite connaissance de cause cette élection, aura commis un parjure et violé intentionnellement la Constitution de la République, le G7 pense qu'il sera

dès lors rendu coupable, avec la complicité actives des autorités de la Cénî, de haute trahison telle que défini par l'article 165 de la Constitution. La plate-forme politique note que, le moment venu, le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement devra prendre toutes les dispositions requises pour le traduire, et ses complices de la Cénî, devant la Cour constitutionnelle.

Le G7 a aussi, au cours de cette activité, réaffirmé sa position quant au Dialogue attendue au pays qui, selon ce regroupement politique, s'inscrit en droite ligne de celle définie dans el cadre du Rassemblement. Il s'agit, à l'en croire, d'un dialogue dans le care de la résolution 2277.

Lucien Dianzenza

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Les localités frontalières avec la Centrafrique menacées par l'épidémie de choléra

La maladie, qui s'est déclarée dans la commune frontalière de Ndjoukou située à une centaine de km au nord-est de Bangui, aurait déjà fait une dizaine de morts.

Les localités RD-congolaises frontalières de la Centrafrique vivent dans la psychose qu'inspire de plus en plus l'épidémie de Choléra. Cette maladie qui, plus d'une fois, avait déjà frappé la République centrafricaine constitue un sérieux menace pour les habitants des contrées situées le long de la frontière commune avec la RDC. Tout récemment, le ministère de la Santé centrafricaine a noté la présence de l'épidémie qui s'est déclarée dans la commune de Ndjoukou, localité située à une centaine de km au nord-est de Bangui. Il est fait état d'une dizaine de morts dans cette région centrafricaine où, depuis le mois d'août, dix-neuf cas ont déjà été



Des malades atteints du choléra dans un centre de santé

enregistrés. La capitale Bangui où un seul cas a été diagnostiqué par l'Institut Pasteur ne serait pas à l'abri de la menace. Des dispositions auraient déjà été prises au niveau de la Centrafrique pour endiguer cette épidémie et ainsi éviter sa propagation à grande échelle, de sorte à protéger les populations congolaises établies à la frontière. Ce, d'autant plus

que tout ce qui touche la Centrafrique a des répercussions sur les provinces frontalières de la RDC. Un nouveau défi sanitaire à faire face pour la Centrafrique qui peine déjà à se relever du conflit intercommunautaire qui l'a ravagé de 2013 à 2015 après le renversement du président François Bozizé.

Alain Diasso

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE POPULAIRE

Le bureau politique exige la libération d'Eugène Diomi Ndongala

Soulignant son combat pour le respect de la vérité des urnes, lors des élections de 2011, et l'acquisition de l'impérium par Étienne Tshisekedi, la Majorité présidentielle populaire (MPP) pense que son fondateur, dont les idées sont à la base de la création du Rassemblement né de la rencontre de Genval, qui est un « prisonnier politique », devra être libéré avant la tenue du Dialogue.

Le bureau politique de la MPP a tenu, le 11 août, dans la salle de conférences de la résidence Cana à Gombe. Cette conférence de presse a permis à cette plateforme politique de faire le tour d'horizon de l'actualité brûlante au pays.

La MPP, en tant que membre signataire de l'Acte d'engagement de Genval, a manifesté sa joie pour la mobilisation massive des Congolais à l'occasion des deux premières manifestations politiques de terrain organisées par cette coalition de plates-formes politiques congolaises, le Rassemblement. Pour la MPP, ces deux manifestations populaires ont mobilisé des millions de Congolais, qui ont exprimé leur soutien aussi bien à l'opposition politique congolaise unie qu'à ses revendications. « La MPP a voulu marquer, par sa présence massive et remarquée aux manifestations du Rassemblement, son attachement à l'esprit nouveau qui anime l'opposition politique congolaise car la MPP fut, indiscutablement, le précurseur politique et idéologique du Rassemblement », a souligné le Pr Jean-Pierre Boka Kapella.

Cette plate-forme politique, après le constat de cette continuité historique, politique et idéologique, s'est également réjouie que « les

germes semés grâce au sacrifice personnel de son porte-parole et fondateur, l'honorable Eugène Diomi Ndongala, puissent enfin produire des fruits, au bénéfice du peuple congolais ». Retraçant le parcours politique du fondateur de la MPP, jusqu'à son emprisonnement, en passant sa garde au secret pendant cent jours ainsi que d'autres supplices auxquels il a été soumis à cause de sa position, la MPP pense que le devoir de mémoire est nécessaire pour comprendre pourquoi Eugène Diomi Ndongala, président national de la Démocratie chrétienne (DC) et Porte-parole de la MPP, n'est pas seulement « prisonnier politique » du régime en place mais aussi un leader de l'opposition qui a subi « un véritable harcèlement politique violent et de longue date, selon l'expression textuelle utilisée par l'Union Interparlementaire dans une de ses nombreuses résolutions le concernant ».

Cette plate-forme a également adjoint au cas Diomi ceux de certains autres leaders politiques et membres de la société civile dont Christopher Ngoy, Jean-Claude Muyambo, Makwambala Yves et Fred Bauma, qui représentent, avec celui de d'Eugène Diomi Ndongala, les cas les plus emblématiques de la répression politique exercée depuis des années

sur l'opposition et la société civile en RDC.

Parlant de la feuille de route amendée, la MPP, dans sa constance idéologique et historique, a tenu à rappeler le travail remarquable et de haute facture élaboré par la DC, la MPP, l'UDPS, le G14 et la société civile avant la Constitution du Rassemblement, visant à établir le contexte, les objectifs et la structure d'un véritable Dialogue porteur de solutions pour la grave crise politique qui frappe la RDC. Aussi le bureau politique de la MPP a-t-il dit avoir suivi avec préoccupation les récentes déclarations faites par le président. Kabila en Ouganda, selon lesquelles « il aurait essayé de se dérober de l'échec de la non-organisation des élections générales, chargeant la Céni de toute responsabilité, tout en annonçant, comme s'il s'agissait de sa compétence et responsabilité personnelles, le report des élections générales, après la reconstitution du fichier électoral ». La plate-forme, par la bouche de l'évêque Madi Mwana Emmanuel, a également tenu à rappeler à la mouvance au pouvoir l'interdiction, par la Constitution, de la reconstitution d'un parti unique, dont une des expressions les plus néfastes fut, à l'époque de Mobutu, la politisation des fonctionnaires et des militaires. Plusieurs acteurs politiques dont Lisanga Bonganga, Kitenge Yezu, Mushi Bonane, etc. ont marqué de leurs présence cette activité, en guise de soutien à Eugène Diomi et à la MPP.

Lucien Dianzenza

DÉPART FORCÉ D'IDA SAWYER

La DGM donne des précisions

C'est le fait d'avoir détenu deux visas d'établissement en cours de validité que cette activiste des droits de l'homme aurait été sommée de quitter la RDC, à en croire les explications fournies par les services de migration.

Le dossier de la représentante de l'ONG américaine Hulan Right Watch en RDC, la chercheuse Ida Sawyer, continue à alimenter la chronique de ces dernières heures. Une vague de protestation et d'indignation notamment de Washington a accompagné le non-renouvellement de visa de la chercheuse contrainte de plier bagages le 8 août après expiration de son mandat. Les États-Unis n'ont pas, en effet, digéré le sort réservé à leur compatriote et l'ont exprimé par le biais d'un communiqué publié le lendemain du départ d'Ida Sawyer. Pour le département d'État américain, « le départ forcé de cette chercheuse est incompatible avec les efforts destinés à soutenir une meilleure transparence, davantage de responsabilité et de démocratie en RDC ». Et par conséquent, Washington a exhorté le gouvernement congolais à autoriser la chercheuse de HRW à reprendre sans délai son travail en RDC.

La requête américaine se heurte à l'intransigeance de la Direction générale de migration (DGM) qui

pense avoir agi en toute responsabilité et conformément à ses attributions. Dans le cas d'espèce, l'incriminée serait tombée sous le coup de la loi étant donnée qu'elle était détentrice de deux visas d'établissement en cours de validité dont l'un courait jusqu'au 8 août, soutient la DGM dans une mise au point publiée le 10 août dans laquelle elle donne tous les détails liés à cette affaire. Ida, qui avait introduit une demande de renouvellement de visa depuis le 26 avril dernier, laquelle demande avait abouti à l'obtention d'un visa qui courait jusqu'en mai 2019, n'était donc plus éligible à un agrément supplémentaire, fait savoir la DGM.

C'est ainsi qu'en juillet alors qu'elle rentrait au pays, son nouveau visa a été simplement annulé. L'ancien étant arrivé à terme, la DGM a carrément refusé de le renouveler pour éviter un chevauchement. Telle est la version que donne la DGM pour justifier sa décision de non-renouvellement de visa à Ida Sawyer. Par ailleurs, la DGM a promis des sanctions sévères à ses agents « prévaricateurs » qui ont été instrumentalisés dans le cadre de cette affaire. Et d'attirer l'attention sur le fait que la chercheuse américaine avait quitté la RDC sans qu'elle ne soit notifiée par elle.

A.D.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpi), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du Lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



SANTÉ

La campagne de vaccination contre la fièvre jaune fixée au 17 août

La campagne de riposte contre la fièvre jaune a été au centre du face-à-face entre le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, et la presse locale et internationale le 10 août.

Avec à ses côtés, les partenaires traditionnels de la santé publique en RDC dont le représentant de l'OMS, la représentante adjointe de l'Unicef, les délégués de l'agence internationale japonaise, le groupe inter bailleur santé, le Dr Félix Kabange Numbi a tracé le décor qui entoure le lancement de cette campagne le 17 août.

Au cours de cette rencontre avec les médias, le ministre de la Santé publique a confirmé l'organisation de la campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune du 17 au 27 août, à travers les trente-deux zones de santé, excepté les trois qui ont déjà vacciné contre la fièvre jaune à Nd'jili, Kimbanseke et Kinsenso.

À ce jour, soixante-quatorze cas de fièvre jaune ont été recensés à travers le pays dont cinquante-six cas importés de l'Angola et dix-huit cas autochtones



Le ministre de la Santé publique visite l'un des sites de vaccination à Kinsenso

repérés dans les provinces frontalières avec l'Angola parmi lesquelles le Kongo-central, le Lualaba, le Kwango, le Kasai et le Kasai-central.

Le ministre de la Santé publique a parlé de la propagation de la

maladie à travers les zones de santé et les dispositions prises par les services du ministère, en l'occurrence le programme élargi de vaccination pour mener à bien cette campagne de vaccination préventive contre la fièvre jaune

durant les 10 jours, soit à partir du 17 août jusqu'au 27 août.

Au total, sept millions cinq cent cinquante-six mille quatre cents personnes sont attendues pour cette vaccination dans la capitale. Pour le Kwango, sept cent un

mille deux cent soixante-une personnes sont attendues; deux cent treize mille pour le Kongo central; sept cent soixante-treize mille trente neuf pour le Kasai-central; neuf cent sept mille six cent quarante-neuf pour le Kasai et sept cent quatre-vingt treize mille cinq cent quarante-six pour le Lualaba.

Le Dr Félix Kabange Numbi encourage tous les Kinois et la population des zones touchées à se faire vacciner urgemment.

Dans cet échange avec les médias, d'autres questions importantes ont été abordées. Les cas des mesures préventives auxiliaires comme l'assainissement du milieu, les dispositions particulières pour les femmes enceintes et les petits enfants de moins de 2 ans. L'apport des partenaires extérieurs et leur implication dans cette campagne a été également abordée par le ministre de la Santé publique qui a précisé que cette dose a une charge immunitaire d'une durée de 12 mois et dans une année, une autre campagne sera lancée pour conférer à la population une immunité à vie.

Aline Nzuzi

Signature de l'accord de partenariat entre le ministre Félix Kabange Numbi et le directeur général de Zentech

L'accord-cadre intervenu entre le ministre de la santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi et le directeur général de la société wallonne Zentech, Alain Bosseloir porte sur le dépistage des maladies génétiques détectables dès les premiers stades de la vie de l'enfant.

Cet accord porte dans un premier temps sur la réalisation de trois examens visant à détecter les risques de drépanocytose, de déficience en G-6-PD et du dosage de la TSH chez les nouveaux nés. Ce qui permettra de prendre précocement ces maladies en charge pour réduire des conséquences qui en découleraient et par ricocher réduire les risques de la mortalité infantile.

Selon le Directeur général de Zentech, Alain Bosseloir, le dépistage pendant les premiers stades de la vie de l'enfant permet « d'identifier les maladies génétiques avant qu'elles ne représentent un coût considérable pour la santé ». Le traitement de ces maladies, reconnaît le DG de Zentech, est peu onéreux lorsqu'elles sont détectées à temps, à savoir à la naissance ou dans les tous premiers jours qui la suivent, notamment pour la déficience en G-6-PD avant qu'elle entraîne un coût considérable pour la santé.

Au delà du dépistage, Alain Bosseloir indique qu'on offrira aux professionnels de la santé concernés non seulement des diagnostics à la pointe mais aussi des outils qui leur permettent de les interpréter sur place et quasi en temps réels. Outre la fourniture d'équipements de laboratoire nécessaires, un important volet de formation est inclus dans l'accord-cadre signé entre le ministère de la santé publique et Zentech.

Pour sa part, le Dr Félix Kabange Numbi laisse entendre que la signature de cet accord de partenariat s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement sanitaire qui place en priorité la santé de la mère et de l'enfant. Et le diagnostic précoce des maladies telles que la drépanocytose permettra de prévenir les conséquences et d'accompagner les enfants pour qu'ils grandissent bien. Nous sommes, reconnaît le ministre de la Santé publique, tous frappés de près ou de loin par la drépanocytose. Cette maladie devient visible quand l'enfant grandit or, il est important avec moins de 4\$ de poser le diagnostic à la naissance et suivre l'enfant. Il en est de même pour le rachitisme dû aux anomalies des hormones thyroïdiennes. Cette maladie peut aujourd'hui être détectée dès la naissance et suivre l'enfant durant toute sa vie.

Le ministre de la santé publique qui a invité ses services à travailler ensemble pour voir comment rendre accessible ces examens dès la naissance, a insisté sur le coût de ces examens qui doivent être abordable. Toutefois, il a fait savoir que dans un premier temps le gouvernement « supportera les premières campagnes dans les maternités qui seront ciblées pour évaluer l'importance de cette action ».

A.Nz.

CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse des devises étrangères, un danger potentiel pour l'économie

Le 10 août, lors d'un colloque organisé à la Foire internationale de Kinshasa (Fikin), la direction générale du géant minier de la nouvelle province de l'Ituri, en l'occurrence la Société minière de Kilo Moto (Sokimo), a confirmé les difficultés pour son entreprise d'importer des intrants et pièces de rechange à cause d'un manque criant de devises étrangères. Depuis le ralentissement de l'économie mondiale, principalement chinoise, l'activité minière est l'un des secteurs les plus touchés du pays. Les répercussions de la crise mondiale sont, notamment, une baisse de l'entrée des devises étrangères.

En son temps, pour faire face justement aux effets néfastes de la chute des cours des matières premières, les autorités congolaises ont arrêté un certain nombre de mesures dont un contrôle plus rigoureux des sorties de devises étrangères. Au-delà, il y a eu aussi la réduction du train de vie des institutions et même le vote d'un collectif budgétaire. Globalement, le gouvernement a mis en oeuvre 28 mesures gouvernementales pour redémarrer une économie en panne, après plusieurs années consécutives de croissance positive. Profitant de la 7e édition du colloque du secteur minier congolais à la Fikin, les dirigeants de la Sokimo ont évoqué une situation pénible liée au manque des devises. En effet, selon eux, il faut des réponses durables à plusieurs maux qui rongent le développement de la Sokimo et même le secteur minier dans son ensemble, notamment la détérioration des voies de communication, l'épuisement des gisements et la vétusté de l'usine de traitement. Comme pour les autres opérateurs, la Sokimo est en train de mettre

en oeuvre un plan d'investissement pour arriver à relancer ses activités mais la tâche est loin d'être aisée.

Après des cas de chute de la valeur de la monnaie dans plusieurs pays miniers de la sous-région, la baisse continue des devises étrangères est une situation prise très au sérieux par les experts d'autant plus que l'économie congolaise est « dollarisée ». Mieux, plus de 80 % des transactions bancaires se font en dollars américains. L'on comprend dès lors les mesures strictes d'encadrement des importations, une source potentielle de sortie de devises. En effet, certains pays voisins dont les économies sont actuellement en difficulté avec la chute des cours des matières premières, viennent avec des produits de première nécessité en RDC pour renflouer leur matelas de devises. D'autre part, pensent les experts, la solution pour le pays n'est pas que de garder le maximum de devises à travers un protectionnisme non soutenu d'ailleurs par une production intérieure. Il faut plutôt produire ces devises, note un expert, en diversifiant

les ressources et en contrôlant mieux les recettes fiscales, administratives, domaniales et douanières. L'une des pistes est d'identifier des vrais projets porteurs.

Au cours du colloque minier de la Fikin, le ministère des Mines a proposé de s'intéresser aux secteurs primaires et tertiaires capables, selon lui, de soutenir l'économie nationale en cas de vulnérabilité. Plusieurs études ont confirmé la montée des PME tout autour du secteur minier en pleine expansion ces dernières années. Selon leurs auteurs, ces PME qui gravitent autour des entreprises minières, peuvent constituer une base solide pour orienter autrement l'économie nationale. Malgré la baisse des cours mondiaux, les mines demeurent le moteur de la croissance congolaise.

Pour sa part, le ministère des Mines croit en un secteur minier intégrateur et capable de jouer un rôle moteur dans la diversification de l'économie nationale. Mais il faut des stratégies alternatives concrètes.

Des intervenants au débat ont préconisé notamment le réinvestissement des dividendes du secteur minier dans l'agriculture et l'élevage. Selon eux, il faut craindre que la compression des ressources budgétaires et l'inflation ne puissent constituer finalement un goulot d'étranglement pour le développement du secteur minier.

Laurent Essolomwa

MOTS FLÉCHÉS N°119

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

IL SE FAIT À QUAI	MAGNIFIQUEMENT	117 EN LIVRES	COFFRET POUR UN BUOU	AIDES MORALES	PETIT VOLATILE IMPORTANT MÉDIA	DU FLAN À QUIMPER
CAPITALE DE LA PICARDIE	FUREUR D'ANTAN	APRÈS IL	QUI EST ENFERMÉ PIERRE PRÉCIEUSE VERTE			
MOUILLER PENDANT LA CUISSON ANNONCÉ				APPUYA DE TOUT SON POIDS NON-CROYANT		
			FAIRE LE CHAT			
			SINGE			
HABIT EN INDE	QUI EST VITAL					ASSOCIÉE
	FAIT DES ENTAILLES					
		ALLER-RETOUR		INUTILISABLE		
					ERBIUM SYMBOLISÉ CONTINENTAL	
BLAGUE DU MIDI À OUVRIR EN CAS DE GARDE					C'EST LE MOMENT DE BRONZER COMÉDONS	
		CELA DONNE LE CHOIX FAIRE REVIVRE		ELLE COULE DE SOURCE ÉMÉCHÉ		DONNA SON ACCORD
AZURÉE	POÈTE CHILIEN			IL EN FAUT POUR OSER CONTRE LE FROID		
	TAQUINÉE					
		DISPARU DOIT FAIRE RÉACTION AU CABINET				
CALMANT LA DOULEUR	BESACE		COMPLÈTEMENT STUPE			
				EST-OUEST		ÉLÉMENTS DE CHAR-RUES
				REFUS DE JUSTICE		
RIVALE	ENFILA SUR LUI		CANARDS DOUILLETS			
			ÉTABLISSEMENTS			
				ÊTRE ALLEGORIQUE		
PETITES BUTTES	ARRIVÉ PAR LA MÈRE		QUI T'APPARTIENT (LE)		SECTEUR POSTAL	
			ARBUSTE À FLEURS MAUVES			

SUDOKU N°119

>FACILE

			2		4			
				3	8		9	1
	5		6		4		2	3
2	6			1	3			8
1	3						4	7
8			9	2			3	6
7	9		3		6		1	
6	2		1	5				
		4			2			

>MOYEN

				8			7	2
		5					9	
2	1		6				3	5
	9			7		5	4	
6			1	5	3			9
	5	1		4			6	
5	4				8		1	7
	8					9		
1	6			2				

>DIFFICILE

1	6					3		
		3	9		6			
		9		3	7		1	4
				6			2	1
7	9			4				
3	2		5	7		4		
			1		4	7		
		5					9	2

MOTS CROISÉS N°119

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Spécialiste en meubles et en armes. - 2. Elle est proche du phoque. Joua un mauvais tour. - 3. Elle peut être garnie de fruits. - 4. Patrie de Zénon. Meneur d'entêtés. - 5. Qui n'en peut plus. Initiales pour le Christ. Plaisir moderne. - 6. Combustible. Île vers Oléron. - 7. Le gars d'à côté. - 8. Allié au cuivre, il donne le bronze. D'un calme olympien. - 9. Eau de Cologne. Il aime taquiner la rime. - 10. Qui sont aptes à goûter les plaisirs des sens.

>VERTICALEMENT A. On y loue des chambres. Parfois solitaires. - B. Mis à plat. Rituel britannique. - C. Qui ne courent pas les rues. Sans résultat. - D. Chaîne franco-allemande. Herbes coupées, séchées et ramassées. - E. Rebut de la société. Un mois et un maréchal. - F. Dénoués. Un saint, sur la carte des Hautes-Pyrénées. - G. Dedans. Il permet de conduire l'attelage. - H. Ville de l'est de l'Algérie. Père d'un jour. - I. Soutien de plante. Déduit de la somme. - J. Dont nous ne sommes pas près de voir la fin.

MOTS À MOTS N°119

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de cinq et quatre lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① NOIRE + TIGE = E _ _ _ _ _ R
- ② ARMÉE + OINT = M _ _ _ _ _ E
- ③ TRIPE + OSER = E _ _ _ _ _ R

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°118

M	F	G	A	R	H						
S	A	I	L	L	A	N	T	A	R	A	C
T	R	I	E	R	T	A	T	E	R	A	
M	E	R	C	A	N	T	I	L	I	S	M
L	I	D	I	F	L	O	C	O	N		
G	A	T	E	E	C	E	E	O	N		
S	E	R	R	E	R	S	E	U	I	L	
O	S	E	E	N	I	A	U	S	E	E	
E	S	C	H	E	A	I	R	S	G		
O	R	T	U	E	U	R	A	E	R	E	
N	E	M	T	O	U	S	S	E	R		
G	R	A	U	S	E	N	T	I	C	E	
E	R	R	E	U	R	C	E	P	E		
O	N	G	T	R	I	O	N	A	N	A	
D	U	P	A	N	N	O	I	C	I		
D	U	E	L	L	E	C	H	E	N	E	S

SUDOKU N°118

1	5	2	4	8	9	7	6	3
8	4	7	6	3	2	9	1	5
6	3	9	5	1	7	8	2	4
4	1	3	9	7	8	6	5	2
2	8	6	1	4	5	3	9	7
9	7	5	3	2	6	1	4	8
3	2	4	8	6	1	5	7	9
5	6	8	7	9	4	2	3	1
7	9	1	2	5	3	4	8	6

8	3	5	2	1	9	4	6	7
4	6	2	3	7	8	9	5	1
9	1	7	6	4	5	3	8	2
3	4	9	5	6	2	1	7	8
1	5	8	7	3	4	6	2	9
7	2	6	8	9	1	5	3	4
2	7	4	1	5	6	8	9	3
6	8	1	9	2	3	7	4	5
5	9	3	4	8	7	2	1	6

6	1	5	2	8	4	7	3	9
4	7	2	3	6	9	1	8	5
9	8	3	7	1	5	6	2	4
2	6	1	5	4	7	3	9	8
3	5	7	1	9	8	4	6	2
8	9	4	6	2	3	5	7	1
5	4	6	8	3	2	9	1	7
1	2	9	4	7	6	8	5	3
7	3	8	9	5	1	2	4	6

MOTS À MOTS N°118

1/ DEVINETTE 2/ TENAILLER 3/ ENTREVOIR.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

D'énormes soucis pour le département du Pool

Le ministre de tutelle, Antoine Fylla Saint- Eudes a récemment constaté les difficultés auxquelles les structures de son sous-secteur sont confrontées à Kinkala, chef-lieu du département du Pool

Les infrastructures du ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ne sont pas adéquates dans cette partie du pays. Le ministre de tutelle, qui a visité le lycée technique mixte et l'école paramédicale de Kinkala, s'est rendu compte du fait que les structures n'étaient pas adaptées aux normes pédagogiques. C'est ainsi qu'il s'est engagé à s'investir pleinement pour que la rentrée scolaire prochaine soit effective. Rappelons que sur les treize districts que compte le département du Pool, cinq seulement sont dotés de structures de l'enseignement technique et professionnel.

Pour remédier, tant soit peu, à ces insuffisances constatées, le conseil départemental du Pool a fait don du matériel à l'atelier du lycée technique d'un montant de 90 millions FCFA. La cérémonie y relative s'est déroulée en présence du ministre Fylla Saint-Eudes.

Parfait Wilfried Douniama

CARTOGRAPHIE NATIONALE

La version révisée rendue disponible



Une vue des participants à la réunion de restitution (@Adiac)

Le cabinet français Géo-Consult international a présenté le 11 août à Brazzaville, la version révisée de la cartographie nationale de la République du Congo. Etaient présents à cette restitution, le ministre de la Recherche scientifique et celui en charge des Grands travaux, l'initiateur dudit projet.

« Notre ambition de développement durable orientée vers l'émergence exige de notre part la maîtrise du plan national. Car, depuis 60 ans nous n'avons pas actualisé et changé le modèle. Nous pensons qu'avec ce renouvellement, le Centre de recherche et de production cartographique qui est le dépositaire de l'information

géographique doit jouer pleinement son rôle et permettre aux autres structures d'avoir toujours la bonne information afin de mieux exercer leurs activités », a déclaré Jean Jacques Bouya.

« Nous espérons qu'un véritable plan de formation multisectorielle de transfert de technologie et de suivi pour la réactualisation de ces cartes sera mis en place pour que nous soyons toujours au diapason des informations de notre territoire », a-t-il ajouté. Le directeur de ce Centre de recherche et de production cartographique, Evariste Nomboua, pour sa part, relevé que ce document adapté à la réali-

té actuelle, sera bénéfique non seulement pour les ministères de l'Agriculture, la Défense, l'Economie forestière et du tourisme, mais également pour tout Congolais exerçant une activité économique. En effet, cette nouvelle version est réalisée à partir des technologies modernes, à savoir des images satellitaires et la photographie aérienne.

Le ministre de la Recherche scientifique, Hellot Matson Mampouya, a remercié son homologue pour l'initiative et a promis de créer des conditions de mise à jour permanentes et d'assurer la disponibilité de ces cartes à tous ceux qui souhaiteraient les avoir.

Lopelle Mboussa Gassia

JUSTICE

L'examen de la demande de mise en liberté provisoire du général Mokoko renvoyé au 16 août

Le tribunal de Grande instance de Brazzaville a renvoyé au 16 août l'audience concernant la demande de mise en liberté provisoire du général Jean-Marie Michel Mokoko, rapporte l'Agence France Presse qui cite son avocat. Le prévenu est détenu à la Maison d'arrêt au regard des éléments du dossier. « Le dossier a été renvoyé au mardi 16 août pour des réquisitions et plaidoiries », a déclaré Me Yvon-Eric Ibouanga, pour qui « il n'y a pas de raison que son client soit maintenu en détention préventive parce qu'il peut comparaître librement ». Et d'ajouter, à l'issue d'une audience à huis clos : « Nous allons réitérer la demande de mise en liberté de notre client qui n'a plus sa place à la Maison d'arrêt au regard des éléments du dossier ».

Le général Mokoko a été inculpé le 16 juin pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'État » et « détention illégale d'armes et munitions de guerre ».

Ancien chef d'état-major des armées du Congo de 1987 à 1993, Jean-Marie Michel Mokoko a été jusqu'au début du mois de février dernier représentant spécial de la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) en Centrafrique. Il était en même temps conseiller du président Denis Sassou N'Guesso chargé des questions de paix et de sécurité avant de démissionner pour se porter candidat à l'élection présidentielle de mars, où il a recueilli moins de 14% de voix.

Les Dépêches de Brazzaville

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)
1992 (31) suite du numéro précédent

L'ancien international congolais de football, Ballon d'Or africain en 1974, Paul Sayal Moukila, décédé le 23 mai 1992 en France est inhumé le 1er juin au cimetière du centre-ville, en présence des autorités politiques, administratives, sportives nationales, des amis et parents. À cette occasion, il a été fait, à titre posthume, commandeur dans l'Ordre national du Mérite congolais. C'est le ministre de l'Education nationale, de la Science et de la Technologie, de la Jeunesse et des Sports, Justin Koumba qui a remis la médaille au de cujus, au nom du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le Premier ministre, André Milongo, a déposé une gerbe de fleurs, avant la levée de corps. Brazzaville et le Congo ont déploré d'autres morts, naturelles, serait-on tenté de dire : Denis Wamba dit Dragon, ancien footballeur, Bienvenu Bankaites, hommes d'affaires, Nzoussi-Sounda, journaliste et tant d'autres. L'année 1992 est marquée par la motion de censure contre le gouvernement Bongho- Nouarra. La réaction du gouvernement est d'une accablante actualité : « En effet, dans notre pays, il y a des courants politiques qui veulent toujours prendre le pouvoir d'Etat à travers machinations et complots... » « ... À peine deux mois après la mise

en place du gouvernement de la République, ces mêmes groupes, jadis adversaires politiques irréductibles, tant au niveau de leurs visions du monde que de leurs éthiques politiques, s'associent sans aucune gêne morale, presque sans honneur, et complotent contre le gouvernement de la République en déposant une motion de censure dont l'étrangeté et la fragilité juridique n'en sont que curieuses ». Depuis, rien n'a pratiquement changé dans ce pays qui se nourrit des mêmes intrigues et des mêmes disputes éculées. C'est l'éternel débat entre connivence, politicienne par quintessence et consensus, national et patriotique par essence. La connivence est l'une des causes des maux politiques que connaît le Congo, depuis le début de la République. Elle s'oppose au consensus dont la tempérance est le trait essentiel. C'est dans cet esprit que s'est déroulé, à Brazzaville, le 10 août 2016, à l'initiative de Clément Mouamba, Premier ministre, chef du gouvernement et du député-maire de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé, « le cocktail du vivre ensemble ». Le vivre ensemble qui résulte de la communication, c'est-à-dire, de l'échange qui est lui-même mis en commun et partage. On ne se parle plus dans ce pays ; d'où, les crispations récurrentes dans les rapports citoyens.

Pour revenir au sujet du jour, mardi 17 novembre 1992, chute du gouvernement Bongho-Nouarra, suite à la motion de censure du 31 octobre. Dans une adresse à la Nation, le président de la République, Pascal Lissouba, dissout l'Assemblée nationale.

C'est dans cette atmosphère délétère que l'ancien Premier ministre du gouvernement de transition, André Milongo, crée son parti, dénommé « Union pour la Démocratie et la République » (UDR-Mwinda), dont les objectifs sont fondamentaux « la sauvegarde et le triomphe des valeurs fondamentales réhabilitées par la Conférence nationale souveraine ».

Le 30 novembre, manifestation de l'opposition. Elle se solde par la mort de plusieurs manifestants. La démocratie s'écrit désormais en lettres de sang. Parmi les victimes, Clément Ntsomi (35ans), Cyr Parfait Makoundou (21 ans) et Guy-Patrick Bahamboula (32 ans), des jeunes gens fauchés à la fleur de l'âge, par une mort inique. Face à la dégradation du processus démocratique, le Haut-commandement des Forces armées congolaises réunit, au Palais des congrès de Brazzaville, mercredi 2 décembre 1992, les chefs de partis de la mouvance présidentielle et ceux de la coalition de l'opposition pour trou-

ver des solutions à la crise qui ébranle le pays. À l'issue de cette rencontre, une déclaration consigne quelques points d'accord : Mise en place d'un gouvernement d'union nationale dont le Premier ministre sera nommé par le président de la République après consultation des partis politiques ; la présidence de la commission préparatoire des élections législatives est confiée au bloc UDR/PCT ; le gouvernement qui sera mis en place fixera, de commun accord avec la commission préparatoire, la nouvelle date des élections législatives ; un appel est lancé en direction de la population pour aider l'armée et la police nationale dans la récupération des armes détenues par des civils ; toutes les décisions prises courent jusqu'à la mise en place de la nouvelle Assemblée nationale ; l'exécution de cet accord est assuré par les Forces armées congolaises...

En réalité, depuis la naissance de la République, les blessures narcissiques sont à l'origine des désaccords entre les hommes politiques congolais. Elles « migrent » de la sphère privée à la sphère publique, nourrissant, par leur persistance, voire leur permanence, le drame congolais. Ainsi va la vie au Congo.

MFUMU